

# Les retraités de la Métallurgie



# UFR

N° 83

MAI/JUIN 2024

WWW.FTM-CGT.FR/RETRAITES-UFR

## CONTRE L'EXTRÊME DROITE :

# FAIRE FRONT POPULAIRE !



**Page 2**

EDITO

**Page 3**

DECLARATION DE L'UFR

**Page 4**

APPEL DE L'UCR

**Page 5**

DECLARATION DES 8 ORGAS

**Pages 6 & 7**

NOTE AUX ORGAS

**Pages 8**

DECLARATION DU CCN

**Page 9**

APPEL DU COMITE GENERAL DE L'UCR CGT

**Page 10**

LES FEMINISTES ALERTENT

**Page 11**

DISSIDENTE



FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE CGT

263, rue de Paris, Case 433, 93514 Montreuil Cedex

Tél : 01.55.82.86.20 □ Fax : 01.55.82.86.53 □ e mail : ufr@ftm-cgt.fr □ site : www.ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Frédéric Sanchez □ Rédaction : Jacques BAUQUIER

Bimestriel - prix : 1 € □ Abonnement annuel : 6 € □ Imprimé par Rivet Editions, Limoges

Commission paritaire 1128 S 06644 □ ISSN 2802- 902X



## L'ENJEU DES ELECTIONS LÉGISLATIVES SE MOBILISER POUR LE PROGRÈS SOCIAL

2



**Monique GARIN**

Membre du Secrétariat de l'UFR

Les nombreuses mobilisations impulsées ces dernières semaines par la CGT à tous les niveaux des territoires ont suscité un écho favorable de la part de nombreux retraités, actifs et jeunes.

### 8 MARS

La CGT a manifesté pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une journée de solidarité pour les femmes du monde entier. Cette mobilisation massive, marquée par la présence de la jeunesse, a mis en avant la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, que ce soit dans le travail, la vie ou la société. Le succès de cette journée est le résultat d'une unité syndicale sans précédent, de l'appel à la grève féministe et d'une construction avec les associations et collectifs féministes, ainsi que le soutien d'organisations politiques.

En tant que retraités, nous étions là pour exprimer notre détermination et revendiquer le droit à une retraite sereine.

### 26 MARS

Nous retraités étions de nouveau dans la rue. Près de 130 initiatives à travers tout le pays ont rassemblé de nombreux retraités qui ont réaffirmé :

- Le maintien du pouvoir d'achat ;
- Une revalorisation de 10% des retraites ;
- Pas de retraites en-dessous du SMIC.

Le gouvernement doit écouter nos revendications. Nous refusons d'être sacrifiés, nous voulons vivre dignement de notre salaire de retraite. Nous avons cotisé, nous voulons une pension décente !

C'est pourquoi nous étions dans la rue pour dire NON à cette politique antisociale, ne laissons pas le gouvernement décider à notre place.

### 1<sup>er</sup> MAI

Des milliers de personnes ont manifesté en France pour les salaires, la paix ou encore une Europe «plus protectrice». 265 rassemblements et manifestations ont eu lieu dans le pays, rassemblant 200 000 personnes.

### NOUVELLES ELECTIONS À HAUT RISQUE !

Après les élections européennes, de nouvelles échéances se profilent :

#### les élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

Ce scrutin revêt un enjeu crucial, car il est impératif de tout mettre en œuvre pour empêcher l'EXTREME DROITE de prendre le pouvoir en France.

Une victoire de celle-ci serait une catastrophe pour le monde du travail et les retraités.

Alors que l'extrême droite sème la haine et la violence à travers un discours raciste et xénophobe, elle ose faire campagne sur des questions sociales, alors qu'elle vote à l'Assemblée nationale toujours en faveur des intérêts du patronat et des plus riches.

L'UFR de la métallurgie en appelle à tous les retraités pour qu'ils n'accordent aucune voix aux candidats d'extrême droite lors de ces élections législatives.

#### Face à l'extrême droite, le front populaire !

# POUR UN FRONT POPULAIRE RÉELLEMENT POPULAIRE !

Les résultats des élections européennes de dimanche dernier témoignent d'une très forte abstention et d'une progression en pourcentage de l'extrême droite très inquiétante mettant en péril notre avenir de retraité(e)s et plus encore l'avenir de notre pays.

## RAS LE BOL !

La démocratie bafouée à coups de 49.3, les politiques économiques et sociales menées depuis des décennies désespèrent les salarié(e)s et les retraité(e)s. Toutes et tous voient leur situation se dégrader au fil des mois. En seulement 4 ans, les retraité(e)s ont perdu 2 mois de revenus. Certains sont maintenant amenés à considérer qu'à l'inverse de la gauche et de la droite, ils n'ont pas essayé l'extrême droite et l'envisage comme une alternative.

Il est important de mentionner dans cette déclaration le rôle de l'extrême droite avec Pétain au pouvoir et pour être plus actuel, les régressions sociales et sociétales dans tous les pays où elle est au pouvoir. Nulle part la vie des citoyens ne s'est améliorée, bien au contraire !

## L'EXTREME DROITE C'EST LA DROITE EXTREME !

En France, depuis 2022, les députés du RN se sont prononcés contre toutes les mesures sociales proposées au parlement. Après le scrutin de dimanche, ils cherchent des alliés à droite avec pour perspective de prendre le pouvoir ensemble, sans s'engager pour acter les mesures sociales que nous attendons !

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le pyromane Emmanuel Macron est prêt à sacrifier l'avenir de la France et son peuple dans une cohabitation avec le RN.

Face au séisme malheureusement prévisible, la CGT a le soir même réclamé un front populaire avec un programme offensif et des revendications qui répondent aux attentes exprimées par le plus grand nombre : revalorisation des salaires, augmentation des retraites de 10 % minimum et immédiatement, retraite à 60 ans, accès à la santé et aux services publics de qualité.

Les annonces du Conseil d'Orientation des Retraites de cette semaine ne laissent rien présager de bon concernant les revalorisations à venir si les mobilisations des retraité(e)s ne sont pas au rendez-vous.

Depuis quelques jours, il est question d'un front populaire auquel les forces de gauche se réclament. La CGT s'en félicite à condition que le programme qui en découlera

Pour autant puisque le front populaire fait référence à une période précise de notre histoire et même si l'histoire ne se répète jamais à l'identique, nous savons par expérience qu'une seule alliance des partis de gauche ne peut suffire à l'avènement d'une vraie politique de gauche.

## NOUS DEVONS NOUS EN MELER !

Même s'il n'est pas question aujourd'hui d'occuper usines, magasins et bureaux comme ce fut le cas en 1936, mobilisons en AG nos syndiqué(e)s retraité(e)s de la métallurgie, rencontrons les retraité(e)s sur les marchés, sensibilisons les actifs devant les entreprises et bien sûr participons massivement avec nos couleurs et chasubles aux manifestations unitaires organisées ce week-end et dans les prochains jours.

Contre les idées nauséabondes de l'extrême droite, pour des alternatives de progrès pour le monde du travail et des retraité(e)s, pour un front populaire réellement populaire, l'heure est plus que jamais à la mobilisation et à l'unité.

## L'AVENIR APPARTIENT À CEUX QUI LUTTENT !

Dans cette période de troubles, la syndicalisation à la CGT, avec le vote anti extrême droite, est un des premiers actes de résistance à proposer aux actifs comme aux retraité(e)s.

*Déclaration de l'Union Fédérale des Retraités de la Métallurgie*

12 juin 2024



## APPEL DE L'UCR-CGT

4

### **Retraité·es, faisons front pour le progrès social!**

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes du 9 juin 2024. Si cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe, c'est en France que toutes les listes d'extrême droite font les scores les plus élevés et progressent le plus.

Emmanuel Macron porte une grande responsabilité dans ces résultats. Il n'a cessé de banaliser le Rassemblement national en reprenant ses thèses.

Le président de la République avec le patronat mènent une politique anti-sociale violente envers les salarié·es, les retraité·es, la jeunesse et les privé·es d'emplois.

#### **Les fausses promesses de l'extrême droite :**

Le Rassemblement national, tout comme Les Républicains ont voté avec le parti présidentiel :

- contre le blocage des prix, la revalorisation des petites retraites ;
- contre l'augmentation du Smic, des minimas sociaux, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Et maintenant, le Rassemblement national annonce qu'il ne reviendra pas sur la réforme des retraites, contrairement aux propos tenus durant la campagne des européennes.

Droite, extrême droite et macronistes ont tous le même objectif : amplifier les politiques libérales au profit des plus riches qui voient ainsi leurs richesses grandir démesurément.

#### **L'UCR-CGT propose aux retraité·es de ne pas céder à la fatalité, de se rassembler, de s'organiser et de se mobiliser dans les rues et dans les urnes pour gagner sur nos revendications :**

- augmentation immédiate des pensions et retraites de 10 % ;
- revalorisation des petites retraites ;
- des moyens pour la santé et l'hôpital public sur l'ensemble du territoire ;
- développement des services publics de proximité permettant un égal accès à toutes et tous ;
- une Sécurité sociale intégrale et solidaire.

**Nous avons notre avenir entre nos mains,  
mobilisons-nous et votons les 30 juin et 7 juillet  
pour une alternative sociale et progressiste.**

Montreuil, le 13 juin 2024.



Les organisations de retraité-es soussignées ont pris acte, au lendemain des élections européennes, de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République. La période est cruciale et la responsabilité du mouvement syndical et associatif est grande.

Les 8 organisations, attachées à l'indépendance entre partis, syndicats et associations considèrent qu'elles ne peuvent être indifférentes et se sentent concernées par la gravité de la situation politique et sociale actuelle.

Depuis des mois, les retraité-es, comme l'ensemble de la population, sont confronté-es à un refus catégorique de la part du gouvernement de MM Macron et Attal de satisfaire les revendications que ce soit en particulier en matière d'augmentation des pensions de base et complémentaires, de droit à la santé ou d'accès aux services publics.

Plus que jamais, la déclaration adoptée par nos organisations le 23 mai dernier est d'une brûlante actualité :

*« Nos organisations sont conscientes des menaces sur les libertés syndicales et individuelles et considèrent que face à ces dérives, il est urgent de réaffirmer nos revendications qui sont à l'origine du G9 et qui sont le ciment de l'unité d'action que nous mettons en œuvre depuis 10 ans :*

- *Défense du pouvoir d'achat des retraités par l'indexation de toutes les pensions sur les salaires, la revalorisation des pensions au moins à hauteur de l'inflation, le rattrapage des pertes subies et l'exigence de ne plus avoir de pension inférieure au SMIC.*
- *Défense des pensions de réversion.*
- *Défense de l'accès aux soins dans le cadre du 100 % Sécu que nous revendiquons.*
- *Défense des services publics, en particulier ceux de proximité : hôpitaux, EHPAD, SSAD, transports, des télécommunications, l'énergie etc.*

*Nous nous engageons à poursuivre la défense de notre plate-forme revendicative dans la recherche constante de l'unité d'action et la défense acharnée de nos conditions de vie. »*

Aussi, pour les organisations soussignées, il ne saurait y avoir de trêve électorale ni olympique dans le combat pour la paix tout de suite, pour la satisfaction des revendications, contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme.

Concernant les mobilisations en cours, chaque organisation se déterminera en fonction de ses orientations et de ses mandats.

Paris le 17 juin 2024

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)

## POUR UN PLAN DE BATAILLE A LA HAUTEUR DES ENJEUX

6

Face à la situation historique que nous traversons, la réunion du CCN du 11 juin dernier a confirmé la nécessité d'une CGT sur tous les fronts, particulièrement dans les entreprises pour amplifier les mobilisations contre l'extrême-droite et gagner un front populaire. La CEC et le CCN de demain le confirmeront certainement et auront à affiner notre plan de travail et préciser nos responsabilités du moment.

### Un plan de travail à la hauteur des enjeux

La mobilisation de toute la CGT nécessite des mesures d'organisation pour donner l'impulsion et accompagner les syndicats à rencontrer les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi. Comme le précise l'adresse du CCN aux syndicats (que nous aurons à adapter demain) il s'agit de bâtir ensemble un véritable plan de bataille, tant les enjeux sont lourds de conséquences.

Le CCN du 11 juin a confirmé la nécessité de concentrer l'activité de l'organisation pour être auprès des salariés et de les impliquer dans des mobilisations où s'expriment les revendications, l'exigence d'alternatives et le rejet d'une possible majorité d'extrême droite à l'Assemblée nationale.

Lors de celui-ci un processus de mobilisation a été validé (adresse aux syndicats / tract en direction des salariés / appel à manifester 15 et 16 juin / appel à faire converger les mobilisations en cours les 20, 23 et 27 juin).

D'ores et déjà les mobilisations du week-end dernier ont rassemblé plus 680 000 manifestant.es (800 000 sur la semaine).

### Le 23 juin, gagner un raz de marée féministe et populaire

Les associations féministes, avec plusieurs organisations syndicales dont la CGT, la CFDT et la FSU, ont publié

une tribune intitulée : « Le 23 juin, nous sonnerons les alertes féministes ». Ce texte affirme : « Pour préserver la démocratie, déjà bien malmenée, et pour protéger nos droits et nos acquis sociaux chèrement conquis, pour la dignité de toutes et tous, nous sonnerons des alertes féministes, partout en France le 23 juin pour appeler à faire barrage à l'extrême-droite les 30 juin et 7 juillet et à voter massivement pour un avenir qui permette l'émancipation et la liberté de tou.te.s. ». Le dimanche 23 juin constitue donc une étape du calendrier revendicatif permettant de construire un nouveau temps fort de manifestations et rassemblements sur le territoire, échéance à débattre et construire dans les réunions intersyndicales, en veillant à bien intégrer les associations féministes dans la préparation et l'organisation des cortèges (carré de tête en particulier).

Le 23 juin prochain, la CGT doit s'organiser partout pour créer un raz de marée féministe et populaire ! Afin de le préparer des intersyndicales doivent être réunies sur tout le territoire.

### Un rôle de dirigeant.e de la CGT capital dans la période

Il est important aujourd'hui que nous nous assurions tant au niveau des champs fédéraux qu'à celui des territoires de la pleine réussite de notre démarche en impulsant, en animant, en aidant, en accompagnant les syndicats et nos militants. Beaucoup d'Unions départementales et de Fédérations sont déjà à l'œuvre. Nous devons nous assurer que la mobilisation, qui est déjà d'un bon niveau ; s'élargisse encore et fédère l'intégralité des forces de la CGT.

Nous devons nous assurer de la mise en œuvre des dispositions que nous avons prises ensemble :

- Impulser la participation aux manifestations par des présences organisées de syndicats, prendre part à l'organisation des ALS pour sécuriser les manifestations dans un contexte de risque de forte tension.
- Impliquer les syndicats dans l'organisation d'assemblées de syndiqués, de salariés sur les lieux de travail pour définir les revendications et les actions à mettre en place. Décider de la participation des moments de convergence les 20 et 27 juin, y compris par la grève. Réussir partout le 23 juin, un raz de marée féministe et populaire.
- Organiser des plans de déploiement des syndiqués vers les salariés des entreprises inorganisées, sur les marchés, les lieux de travail...

La CGT, à la place qui est la sienne, a un rôle important dans la période. Un rôle qui permet aux travailleurs d'être porteurs d'un nouveau souffle populaire pour donner espoir durant cette période électorale, et au lendemain pour la satisfaction des revendications.

Les réunions du CCN qui seront organisées régulièrement nous permettront collectivement de suivre l'évolution de ce plan de travail pour gagner le front populaire.

### **Poser en grand le renforcement de la CGT**

Plus de 250 salarié.es ont décidé d'adhérer à la CGT en ligne depuis dimanche dernier. Nous devons veiller à bien accueillir ces nouveaux adhérents en leur permettant de s'organiser et en les impliquant dans la vie syndicale.

Il nous faut aussi partout poser l'adhésion à la CGT pour une organisation plus forte en capacité de mener les luttes et de les gagner.

Montreuil, le 17 juin 2024





## DECLARATION DU CCN

# Il est minuit moins une La CGT met toutes ses forces dans la bataille pour ouvrir des perspectives de progrès

**Le comité confédéral national (CCN) de la CGT s'est réuni ce mardi 18 juin 2024 pour examiner la situation inédite dans laquelle se trouve le pays suite à la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives les 30 juin et 7 juillet.**

L'extrême droite est en situation d'accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de notre République (à l'exception de la période du régime de Vichy). Elle pourrait ainsi disposer des très larges pouvoirs que confère la constitution de la 5e république et s'en servir pour remettre en cause tous les garde-fous démocratiques : les médias, la justice, les organisations syndicales et la société civile, et ainsi préparer son arrivée à l'Élysée en 2027. Son projet repose toujours sur la préférence nationale, avec des travailleuses et des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits en fonction de leur nationalité voire de leur origine. Pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposture sociale. Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites. Il a toujours refusé d'augmenter les salaires et les cotisations sociales. Cette élection a aussi un impact mondial : la France est la 7e puissance mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'union européenne. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en France aurait donc un impact sur les autres travailleurs et travailleuses du monde.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Les droits sociaux et les libertés syndicales sont menacés. Dès lundi 10 juin, la CGT a pris toutes ses responsabilités en appelant à la mobilisation immédiate, à la constitution d'un front populaire et en participant à une réunion intersyndicale le soir même. L'intersyndicale a appelé à de grandes manifestations qui ont rassemblé 680 000 personnes ce week-end. Plus de 800 000 personnes se sont mobilisées depuis dimanche 9 juin.

Cette pression populaire a permis de gagner l'unité de la gauche sur un programme de rupture avec le néolibéralisme et le fascisme reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale et de nombreuses revendications de la CGT.

Au vu de la gravité de la situation, le CCN considère que la cgt doit prendre ses responsabilités. Le CCN considère que le programme du nouveau front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes. La CGT appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du nouveau front populaire. La CGT mettra tout en oeuvre pour faire barrage à l'extrême droite.

Face à un patronat déterminé à ne rien céder de ses richesses et de son pouvoir, seule la mobilisation populaire permettra de changer le rapport de force. La CGT appelle donc les salarié.e.s et les retraité.e.s à continuer à se mobiliser partout, et notamment le dimanche 23 juin prochain à l'appel des organisations féministes et syndicales. Les jeudi 20 et 27 juin, la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à multiplier les actions de grève sur leurs lieux de travail pour faire aboutir leurs revendications.

Dès le lendemain du second tour, la lutte sociale continuera et la CGT y consacrera toutes ses forces pour gagner sur ses revendications.

**Rien n'est écrit d'avance !**

Montreuil, le 18 juin 2024



## APPEL DU COMITÉ GÉNÉRAL DE L'UCR-CGT

Les UFR et les USR réunies en Comité général, les 18 et 19 juin 2024, ont débattu du contexte à la suite de l'annonce de Macron de dissoudre l'Assemblée nationale après le résultat des élections européennes.

La politique néo-libérale, menée depuis des décennies, n'a eu de cesse de détruire notre modèle social, d'amplifier la précarité et d'hypothéquer l'avenir des générations futures, et amène l'extrême droite aux portes du pouvoir.

**Le Comité général de l'UCR, en responsabilité, confirme l'urgence de tout mettre en œuvre pour combattre l'extrême droite et appelle les retraité·es à se rendre aux urnes, les 30 juin et 7 juillet 2024, pour une alternative sociale et progressiste portée par le programme du Nouveau Front populaire.**

Le Comité général de l'UCR s'engage à débattre avec les syndiqué·es, les retraité·es sur nos revendications en termes de revalorisation des retraites et pensions, de services publics et de protection sociale.

**Le Comité général demande aux militant·es, aux syndiqué·es retraité·es de se déployer, partout où cela est possible, pour diffuser largement nos propositions CGT.**

Quel que soit le résultat sorti des urnes, les USR et les UFR sont déterminées à poursuivre les mobilisations pour faire aboutir nos exigences sociales.

Le Comité général de l'UCR lance un appel aux retraité·es à prendre part au renforcement du syndicalisme retraité CGT, et être porteurs de leurs attentes et revendications dans l'action.

**Dès aujourd'hui, le Comité général de l'UCR appelle les retraité·es à se mobiliser massivement les 23 et 27 juin et dans toutes les initiatives en territoire. Puis, dès la rentrée, le 21 septembre, pour la Journée mondiale pour la paix, et le 1<sup>er</sup> octobre pour l'accès à la santé et l'avenir de notre protection sociale.**

L'avenir nous appartient !

Montreuil, le 19 juin 2024.

# LES FÉMINISTES ALERTENT : LE RASSEMBLEMENT NATIONAL N'EST PAS UNE OPTION

## Nous devons faire pression populaire le 23 juin !

La possibilité d'accès de l'extrême droite au pouvoir est désormais bien réelle. Nous devons réagir, **faire front populaire** et porter nos exigences !

Emmanuel Macron a pris la décision irresponsable de dissoudre l'Assemblée nationale alors que le vote rassemblement national n'a jamais été aussi important.

Alors même qu'il a, depuis des années, tracé un boulevard à l'extrême droite par ses politiques anti-sociale dont les plus précaires dont les femmes sont les premières victimes. Il a participé à sa dédramatisation en mettant en place une partie du programme du rassemblement national notamment en faisant voter la loi asile et immigration. La désespérance, le déclassement, la peur du lendemain ont favorisé le vote extrême droite même parmi les femmes alors qu'elles sont les premières cibles de leur programme régressif.

Selon les sondages de cette semaine, il n'y a plus de « gender gap » soit la différence récurrente qui existait entre les femmes et les hommes et qui voulait que les premières votent moins pour l'extrême droite que les seconds. Ainsi, entre 2019 et 2024, le RN a gagné dix points dans l'électorat féminin, passant de 20 % à 30 %.

### Les propositions du RN entérinent l'ordre patriarcal, le radicalise.

Rappelons que leurs projets s'appuient sur la différence sexuelle « naturelle » qui différencie les femmes et les hommes pour mieux les assigner à leurs rôles sociaux spécifiques, renvoyant les femmes à la maison et surtout à leur rôle de mère.

En matière d'égalité professionnelle femmes-hommes, l'extrême droite n'avance aucune proposition. Et pour cause, elle nie les chiffres.

Ainsi, le RN a voté contre les lois sur l'égalité professionnelle au Parlement européen. Pire encore, le programme

économique de l'extrême droite est ultra-libéral : il s'attaque au Smic, aux protections collectives, à la Sécurité sociale... Autant de mesures qui fragilisent en premier lieu les femmes.

De plus, sous l'apparence de nouveaux droits, les propositions de « revenus pour mères au foyer », « droit des femmes à rester chez elles » ou la « libre répartition du congé parental » assignent les femmes à leur « fonction de procréation » et au travail domestique.

La volonté de contrôle de la vie des femmes s'étend jusqu'au droit des femmes à disposer de leur corps, en s'attaquant au droit à l'avortement ou l'accès à la contraception. Les mesures pour la santé des femmes s'inscrivent uniquement dans une perspective nataliste.

### L'extrême droite instrumentalise les violences faites aux femmes

Pour diffuser son message anti-immigration, l'extrême droite instrumentalise les violences faites aux femmes. Comme si les violences faites aux femmes étaient liées à une culture, à un pays, à une religion ou une classe sociale. Considérer qu'un violeur ne peut être qu'un étranger alimente la culture du viol. C'est au sein de l'espace privé que se produisent en majorité les violences sexuelles.

### Gagnons la réciprocité des droits entre les femmes et les hommes

Le droit au travail des femmes est fondamental pour assurer leur reconnaissance sociale et leur indépendance économique, garanties essentielles pour pouvoir faire ses propres choix.



FLASHER LE  
CODE POUR  
SE SYNDIQUER

cgt.fr

Nous nous joignons aux associations féministes pour sonner des alertes féministes partout en France le **dimanche 30 juin** pour un raz-de-marée populaire.

# DISSIDENTE, une plongée réaliste au cœur du système capitaliste

11



Par [Dominique Martinez](#) de la NVO

Plongée avec les ouvriers latino-américains qui font tourner une usine de maïs au Québec. *Dissidente*, le premier film de fiction du cinéaste canadien Pier-Philippe Chevigny brosse un tableau réaliste et terrible du système d'exploitation capitaliste. Règles faussées, inégalités des enjeux, puissance des leviers de domination, mise en concurrence des travailleurs, prévalence des intérêts individuels... La démonstration est implacable mais laisse tout de même la place à une brèche d'humanité. Entretien avec le réalisateur et la comédienne Ariane Castellanos sur le site NVO.fr.

*Dissidente*, de Pier-Philippe Chevigny. 1h29. Sortie : 5 juin 2024.



# L'aide aux aidants : un véritable enjeu pour les branches professionnelles

Le nombre d'actifs aidant un proche en situation de dépendance a doublé en 10 ans. AG2R LA MONDIALE renforce son soutien aux aidants au travers de son action sociale et se met à disposition des branches professionnelles pour proposer un accompagnement adapté à leurs spécificités.

Pour plus d'informations



AG2R LA MONDIALE met à disposition de ses bénéficiaires :

- **des solutions d'hébergement ou de répit** (avec la plateforme téléphonique Orizea, les séjours Vivre le Répit en Famille® et le service SOS-Répit®),
- **des bilans de prévention santé** (dans les centres de prévention Bien Vieillir Agirc-Arrco),
- **l'accès à des acteurs associatifs** (l'Association française des aidants, la Compagnie des aidants ou le Relais des aidants),
- **des services d'information et d'écoute** (l'antenne téléphonique Allo Alzheimer).



**AG2R LA MONDIALE**

Prendre la main  
sur demain